



MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1, R.
2123-1 et R. 2123-4 et suivants du Code de la commande publique

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(AE-CCP)

OPERATION : Château de Fontainebleau – Schéma Directeur Phase II
Aménagement du vestibule Serlio et rénovation des CTA

OBJET DU MARCHÉ : MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE

TITULAIRE :

N° de Marché :

Montant TTC du marché en EURO :

Code projet : J-217-16

Date : **Février 2025**

SOMMAIRE

<i>Article 1 – OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GENERALES</i>	6
1.1. Objet du marché	6
1.2. Lieu d'exécution	6
1.3. Contenu de la mission	6
1.4. Décomposition en tranches	7
1.5. Estimations provisionnelles	7
<i>Article 2 – Intervenants</i>	7
<i>Article 3 – Pièces constitutives du marché</i>	8
<i>Article 4 – Prestations similaires</i>	8
<i>Article 5 – Conduite des prestations</i>	8
5.1 Représentation de l'acheteur	8
5.2 Représentation du titulaire	8
<i>Article 6 – Sous-traitance</i>	8
<i>Article 7 – Montant du marché</i>	9
<i>Article 8 – Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement</i>	9
<i>Article 9 – Durée de la mission – pénalités</i>	13
9.1 Durée de la mission	13
9.1.1 - Délais en phase de conception	13
9.1.2 - Délai en phase de réalisation et de période de garantie de parfait achèvement	13
9.2 - Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire	14
9.3 - Prolongation du délai d'exécution	14
9.4 – Pénalités	14
<i>Article 10 – Retenue de garantie</i>	14
<i>Article 11 – Cession de créance</i>	14
<i>Article 12 – Précisions concernant les éléments de mission</i>	15
12.1. CT0 – Avis sur les documents de conception	15
12.2. CT1 – Etablissement du RICT après examens des documents de conception	15
12.3. CT2 – Avis sur documents d'exécution établis par les entreprises de travaux	15
12.4. CT3 - Avis sur ouvrage pendant la phase exécution	15
12.5. CT4 - Etablissement du RFCT après la réception des travaux et établissement du RVRAT	16
12.6. CT7 – Période de garantie de parfait achèvement	16
<i>Article 13 – Achèvement de la mission</i>	16
<i>Article 14 – Différends et litiges</i>	16
<i>Article 15 – Assurances</i>	16
<i>Article 16 – Utilisation des résultats</i>	16
<i>Article 17 – Obligation de discrétion</i>	16
<i>Article 18 – Arrêt de l'exécution des prestations</i>	17
<i>Article 19 – Résiliation</i>	17
19.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	17
19.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire	17
19.3 - Résiliation pour perte de l'agrément de contrôleur technique	17
19.4 Exécution de la prestation aux frais et risques	17

<i>Article 20 – Déclaration</i>	<i>17</i>
<i>Article 21 – Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles</i>	<i>18</i>
<i>Article 22 – Dérogations</i>	<i>18</i>

A remplir par le candidat, ENTREPRISE UNIQUE

CONTRACTANT :

La société (**à préciser nom**)

dont le siège social est à (**à préciser**),

Représentée par (**à préciser**),

Numéro SIRET : (**à préciser**),

Numéro RCS : (**à préciser**),

Code NAF (anciennement APE) : (**à préciser**),

TVA intracommunautaire : (**à préciser**),

Téléphone : (**à préciser**),

Courriel : (**à préciser**),

désigné ci-après par le « titulaire »

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché suivantes,

- ☐ du présent AE-CCP
- ☐ CCAG 2021 - Prestations intellectuelles
- ☐ Décomposition du prix global et forfaitaire
- ☐ Annexe 1 – Acte de sous-traitance (le cas échéant)
- ☐ Annexe 2 – Système informatique de gestion financière des marchés
- ☐ Annexe 3 – Calendrier prévisionnel de l'opération
- ☐ Annexe 4 – Organigramme et composition de l'équipe proposées pour la réalisation des missions
- ☐ Annexe 5 – Programme de l'opération

et conformément à leurs clauses, engage la société sur la base de son offre à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-avant.

Le candidat déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 et suivants du Code de la commande publique.
- 2) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le délai de validité de mon offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

A remplir par les contractants du GROUPEMENT D'ENTREPRISES SOLIDAIRE

CONTRACTANT :

Le groupement d'entreprises solidaire

1^{er} co-contractant - MANDATAIRE

La société dont le siège social est à

Représentée par

Numéro SIRET :

Numéro RCS :

Code NAF (anciennement APE) :

TVA intracommunautaire :

Téléphone :

Courriel :

2^{ème} co-contractant

La société dont le siège social est à

Représentée par

Numéro SIRET :

Numéro RCS :

Code NAF (anciennement APE) :

TVA intracommunautaire :

Téléphone :

Courriel :

désignés ci-après par le « titulaire »

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché ou de l'accord-cadre suivantes,

- ☐ du présent AE-CCP
- ☐ CCAG 2021 - Prestations intellectuelles
- ☐ Décomposition du prix global et forfaitaire
- ☐ Annexe 1 – Acte de sous-traitance (le cas échéant)
- ☐ Annexe 2 – Système informatique de gestion financière des marchés
- ☐ Annexe 3 – Calendrier prévisionnel de l'opération
- ☐ Annexe 4 – Organigramme et composition de l'équipe proposées pour la réalisation des missions
- ☐ Annexe 5 – Programme de l'opération

et conformément à leurs clauses, engage l'ensemble des membres du groupement sur la base de l'offre du groupement à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-avant.

Chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 et suivants du Code de la commande publique.
- 2) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le délai de validité de notre offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

L'entreprise est le mandataire des entrepreneurs du groupement titulaire solidaire

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Article 1 – OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché s'inscrivant dans la phase II du Schéma directeur de rénovation du Château de Fontainebleau a pour objet une mission de contrôle technique portant sur les études et travaux de l'opération d'aménagement du vestibule Serlio et de ses espaces contigus et la rénovation des CTA 12, 13, 14 et 15.

Le contrôleur technique agit conformément aux dispositions du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique, objet du décret n° 99-443 du 28 mai 1999.

L'opération se décompose en deux phases ou sous-opérations :

- En phase 1 : l'aménagement de la zone SERLIO y compris rénovation des installations techniques et mise aux normes (cf. Annexe 6.1 APS P.PONSOT).
Les espaces restaurés et réaménagés dans le cadre de la sous-opération 1 sont principalement des espaces recevant du Public.
- En phase 2 : la création de locaux techniques et le remplacement de quatre CTA situées dans les sous-sols du quartier des Princes (Cf Annexes 6.2 et 6.3 Extrait études de programmation Phase II Schéma directeur, P.PONSOT).
Les espaces en sous-sol créés ou réaménagés dans le cadre de la sous-opération 2 sont des locaux techniques.

Il est précisé que chaque phase décrite au présent article correspond à une partie technique au sens de l'article 20 du CCAG-PI et que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques.

Le mandataire de la maîtrise d'œuvre désigné sur cette opération est l'Architecte en Chef des Monuments Historiques, Monsieur Ponsot. L'étude APS du maître d'œuvre détaillant le contenu de l'opération est joint en annexe au présent document.

1.2. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est :

Château de Fontainebleau, Place du Général de Gaulle, Fontainebleau (77300)

Les échanges et réunions entre le titulaire et le maître d'ouvrage pourront également se dérouler dans les locaux du maître d'ouvrage, du titulaire, ou par visio/audio conférence.

1.3. Contenu de la mission

Le contrôleur technique agit conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de contrôle technique, objet du décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et notamment de son annexe A, dans le cadre des missions suivantes qui lui sont confiées :

- a) Missions de base dites obligatoires (Annexe A de la norme NFP 03-100)
 - Mission L/LP, relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
 - Mission S / SEI/ STI/ SH, relative à la sécurité des personnes dans les constructions.
- b) Missions complémentaires (Article 5-3 de la norme NFP 03-100)
 - AV, stabilité des avoisinants ;
 - LE, solidité des existants ;
 - PV, recollement des procès-verbaux des essais d'équipement de l'ouvrage ;
 - DEM, solidité des ouvrages avoisinants (en cas de démolition des ouvrages existants) ;
 - P1, relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
 - HAND, relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
 - F, relative au fonctionnement des installations ;
 - TH, relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
 - GTB, relative à la gestion technique des bâtiments
 - Mission VIEL, relative à la vérification des installations électriques

Ces prestations comprennent la rédaction des attestations réglementaires (notamment ATT TH, ATT HAND)

La mission se décompose de la manière suivante :

Elément	Contenu
CT0	Avis sur documents de conception
CT1	Etablissement du RICT après examen des documents de conception
CT2	Avis sur documents d'exécution établis par les entreprises de travaux
CT3	Avis sur ouvrage pendant la phase exécution
CT4	Etablissement du RFCT après la réception des travaux
CT5	Etablissement du RVRAT
CT6	Assistance apportée au maître de l'ouvrage pendant la période de parfait achèvement

Le contenu de la mission est détaillé au chapitre 10 du présent Acte d'Engagement valant CCP.

1.4. Décomposition en tranches

Le présent marché comporte quatre tranches :

- Tranche ferme TF relative aux études de la sous-opérations 1
- Tranche Optionnelle TO1 relative aux études de la sous-opérations 2
- Tranche Optionnelle TO2 relative aux travaux et GPA de la sous-opérations 1
- Tranche Optionnelle TO3 relative aux travaux et GPA de la sous-opérations 2

1.4.1 - Affermissement des tranches

La tranche optionnelle du marché sera affermie par une décision de l'acheteur notifiée au titulaire au plus tard 15 jours avant le démarrage de la tranche.

1.4.2 - Indemnité d'attente

Il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

1.4.3 - Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche optionnelle

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle par l'acheteur, il ne sera versé aucune indemnité de dédit.

1.5. Estimations provisionnelles

Les estimations des travaux issues des études déjà réalisées sont les suivantes :

- Sous-opération phase 1 : 3,4M €HT en valeur 09/2024
- Sous-opération phase 2 : 4,1M €HT en valeur 09/2024

Article 2 – Intervenants

Le maître d'ouvrage est l'Etablissement Public du Château de Fontainebleau, Place du Général de Gaulle – 77300 Fontainebleau

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

Le Mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément convention de mandat en date de XXX est : l'OPPIC – 30 rue du Château des Rentiers – CS 61336 – 75647 Cedex 13

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « le pouvoir adjudicateur ».

Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à donner les renseignements prévus par les articles R. 2191-60 et 61 du Code de la commande publique : Le Président de l'OPPIC

JUSTIFICATION DE LA QUALITE DE LA PERSONNE SIGNATAIRE AU NOM DE L'OPPIC :

Décret du 24 mai 2023 portant nomination du Président

Comptable assignataire des paiements : Mme l'Agent comptable de l'OPPIC

Ordonnateur : Le président de l'OPPIC

Article 3 – Pièces constitutives du marché

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet, à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

-Le présent document faisant office d'acte d'engagement et de cahier des clauses particulières et ses annexes :

- Annexe 1 - Acte de sous-traitance (le cas échéant)
- Annexe 2 - Système informatique de gestion financière des marchés de travaux
- Annexe 3 - Calendrier prévisionnel des travaux
- Annexe 4 - Organigramme et composition de l'équipe proposées pour la réalisation des missions
- Annexe 5 - Programme de l'opération

-Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

-Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ce qui concerne l'utilisation des résultats il sera fait application des dispositions de l'article 30 du CCAG PI.

Article 4 – Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique

Article 5 – Conduite des prestations

5.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

5.2 Représentation du titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG 2021, le titulaire du marché s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché.

Article 6 - Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants) et les articles R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12 du Code de la commande publique sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des du titulaire. A défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra récuser le sous-traitant proposé.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le représentant du pouvoir adjudicateur exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Directive pour la rédaction de cette clause

- Cette clause est obligatoire (prendre a ou b, EN RAYANT LA MENTION INUTILE)

- le montant correspondant à la différence entre le montant du marché et le montant de l'ensemble des prestations sous-traitées, doit toujours être indiqué.

a) Je n'envisage pas de sous-traiter.

b) Cas d'un titulaire unique : l'annexe n° 1 au présent marché indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) concerné(s) pourra(ont) céder ou présenter en nantissement.

c) Cas d'un groupement titulaire : l'annexe 1 au présent marché indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

L'annexe n°1 au présent marché constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à cette annexe est de :
.....EURO HT.

Article 7 – Montant du marché

Sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de février 2025, le montant de la rémunération de la mission est de : (montant en euros, en chiffres et en lettres) :

	Montant hors TVA en euros	TVA à 20%	Total TTC en euros
Tranche ferme			
Tranche optionnelle 1			
Tranche optionnelle 2			
Tranche optionnelle 3			
Total			

Soit un montant en toutes lettres et hors taxes :

Tranche ferme :

Tranche optionnelle 1:

Tranche optionnelle 2:

Tranche optionnelle 3:

Montant total (TF + TO1 + TO2 + TO3) :

La décomposition de ces prix figure dans la DPGF.

Article 8 – Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à l'article 7 du présent document.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG 2021, le prix est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'ensemble des frais afférents ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (y compris les frais de déplacement et d'hébergement des intervenants) jusqu'à l'achèvement de la mission.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie (ING – Ingénierie – Identifiant 001711010) publié par l'Insee.

Les prix sont révisables selon la formule :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = Po [0.15 + 0.85 \times (Im-4 / Im0-4)]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- Po est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant (Im0-4) aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (Im-4).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Selon l'article R. 2192-12 du Code de la commande publique, la date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 la facturation électronique est obligatoire pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORIS PRO accessible par internet à l'URL

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

Le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, à l'établissement bancaire suivant :

INSERER RIB ICI
(COPIER-COLLER AUTANT DE FOIS QUE NECESSAIRE)

Toutefois, en application de l'article L. 2193-11 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Il est précisé que les versements s'effectueront en euros.

Avance

-

Une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

-

Le montant de l'avance est porté à 10% si le titulaire est une micro, une petite ou une moyenne entreprise.

Le titulaire est en droit de refuser l'avance. -

En cas de cocontractant unique :

Le titulaire est- il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003.

—

☐ Oui

☐ Non

Rayer la mention inutile :

J'ACCEPTE

JE REFUSE

—

de percevoir l'avance prévue à l'article 8 de l'AE - CCP.

En cas de groupement :

—

1^{er} cocontractant (mandataire)

—

Le cocontractant est- il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003.

—

☐ Oui

☐ Non

Rayer la mention inutile :

—

J'ACCEPTE

JE REFUSE

—

de percevoir l'avance prévue à l'article 8 de l'AE - CCP.

—

2^{ème} cocontractant

—

Le cocontractant est- il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003.

—

☐ Oui

☐ Non

Rayer la mention inutile :

—

J'ACCEPTE

JE REFUSE

—

de percevoir l'avance prévue à l'article 8 de l'AE - CCP.

—

3^{ème} cocontractant

—

Le cocontractant est- il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003.

—

☐ Oui

☐ Non

Rayer la mention inutile :

—

J'ACCEPTE

JE REFUSE

—

de percevoir l'avance prévue à l'article 8 de l'AE - CCP.

Acomptes et solde

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

Prestations rémunérées	Valeur de l'acompte par rapport au montant total de chaque élément de mission (annexe CCP, DPGF)	Date d'exigibilité de l'acompte
CT0 : Avis sur documents de conception	APD : 60% au prorata temporis de l'avancement des études 40% à la remise du rapport PRO-DCE : 60% au prorata temporis de l'avancement des études 40% à la remise du rapport ACT : 100% au prorata des montants des projets marchés analysés	A l'avancement des études
CT1 : RICT	100%	Exigible à compter de l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage du RICT
CT2 : avis études d'exécution	100%	Exigible à compter de la fin des études d'exécution
CT3 : avis phase exécution	100% /N	A l'avancement des travaux, N étant le nombre prévisionnel de mois de chantier
CT4 : RFCT	100%	Exigible à compter de l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage du RFCT
CT5 : RVRAT	100%	Exigible à compter de l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage du RVRAT
CT6 : GPA	100%	Exigible à l'expiration de la période de parfait achèvement

Article 9 – Durée de la mission – pénalités

9.1 Durée de la mission

La durée globale du marché est de 44 mois hors délai d'affermissement des tranches optionnelles (périodes de garantie de parfait achèvement incluse).

Le marché prend effet à compter de sa notification.

La tranche ferme aura une durée de 8 mois.

La tranche optionnelle 1 aura une durée de 8 mois.

La tranche optionnelle 2 aura une durée de 13 mois + 12 mois de période de GPA = 25 mois

La tranche optionnelle 3 aura une durée de 19 mois + 12 mois de période de GPA = 31 mois

En application de l'article 13.1.3 du CCAG-PI, le délai d'exécution de chaque tranche optionnelle prend effet à compter de la date de notification de la décision de son affermissement.

Le calendrier prévisionnel de l'opération concernée est donné en annexe n°4 au présent document.

Par dérogation aux articles 12.2.2, 29.1.5 et 41.1 du CCAG-PI, le délai de chaque élément de mission est le suivant :

9.1.1 - Délais en phase de conception

Tranche Ferme et Tranche Optionnelle 1- Etudes

Elément ou prestation	Délai	Origine du délai
Avis sur Etudes d'avant-projet définitif (APD)	2 semaines	A compter de la date de remise de l'étude APD
Etudes de projet	2 semaines	A compter de la date de remise de l'étude PRO
Etablissement du RICT	2 semaines	A compter de la validation du PRO

9.1.2 - Délai en phase de réalisation et de période de garantie de parfait achèvement

Tranches Optionnelles 2 et 3 - Travaux

Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour l'examen des documents d'exécution à compter de la réception de ceux-ci.

Le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois, à compter de la réception de la demande de l'acheteur, pour remettre les rapports relatifs aux missions de contrôle (RFCT / RVRAT / RVIEL / ...), ainsi que les versions de ces rapports mises jour à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement.

9.2 - Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire

En cas de dépassement du délai de réalisation des études du maître d'œuvre, il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire.

Dès que le titulaire est en mesure de constater que le délai d'exécution des travaux tel que défini dans le planning prévisionnel sera dépassé, il en avise l'acheteur par écrit.

Le titulaire établit alors une proposition, accompagnée d'un mémoire justificatif détaillé, sur la base du bordereau des prix joint à l'annexe 1 de l'acte d'engagement, de la nature et de la composition de l'équipe qu'il juge nécessaire pour mener à terme sa mission en fonction des nouveaux objectifs fixés par l'acheteur.

Le montant de cette proposition ne pourra dépasser le montant de la rémunération moyenne mensuelle en phase de suivi des travaux défini par la division du montant indiqué pour la phase « intervention en phase chantier » à l'annexe 1 de l'acte d'engagement par la durée en mois des travaux telle qu'elle apparaît à l'annexe 1 du CCAP, multiplié par le nombre de mois de décalage minoré de 3 mois.

Sur la base de cette proposition et après négociations avec l'acheteur, un avenant au présent contrat est établi.

9.3 - Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé de signaler les causes qui sont le fait de l'acheteur ou qui proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure et qui viendraient à faire obstacle à l'exécution de son marché.

Dans ces cas, la prolongation de délai est accordée par décision unilatérale de l'acheteur.

9.4 – Pénalités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG 2021, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Dépassement des délais de production des documents

En cas de retard dans la remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit :

- 250 € TTC pour les rapports d'examen relatifs à chaque phase de conception et rapports finaux
- 100 € TTC par document pour les avis sur documents d'exécution.

Article 10 – Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

Article 11 – Cession de créance

Le montant maximal de la créance que le titulaire pourra céder est de en hors taxes (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total marché diminué de la sous-traitance envisagée) :

- en euros HT :

.....

.....

Conformément à l'article R. 2191-54 du Code de la commande publique et aux articles L 313-23 à L 313-29 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable de l'OPPIC.

Article 12 – Précisions concernant les éléments de mission

12.1. CT0 – Avis sur les documents de conception

Stade AVP	1-visite préliminaire du site
	2- examen du dossier APS
	3-examen du dossier APD
	4-examen du PRO, compris 1 réunion à minima

12.2. CT1 – Etablissement du RICT après examens des documents de conception

Stade PRO

Rapport initial de contrôle technique au maître d'ouvrage

12.3. CT2 – Avis sur documents d'exécution établis par les entreprises de travaux

Ce contrôle porte essentiellement sur :

- les notes de calcul justificatives ;
- les plans d'implantation des ouvrages ;
- les plans d'implantation des équipements, schémas électriques, SSI,...
- les plans de cheminement des différents fluides (tuyauteries, gaines, chemins de câbles ...) ;
- les réservations.

12.4. CT3 - Avis sur ouvrage pendant la phase exécution

Le suivi des travaux a pour but de vérifier la qualité et la conformité des ouvrages par rapport au Programme technique détaillé, à la réglementation, aux DTU et aux règles de l'art. Ce contrôle comprend

- L'examen des ouvrages sur chantier :
 - soit lors de la participation aux rendez-vous de chantier ;
Les réunions de chantier sont hebdomadaires. Le contrôleur technique est tenu d'assister aux réunions de chantier lorsque le maître d'ouvrage convoque le titulaire du marché.
 - soit hors rendez-vous de chantier ;
Le contrôleur technique est tenu de procéder à au moins une visite de chantier par semaine, à compter de la date effective de démarrage des travaux, le maître d'ouvrage se réserve également le droit de le convoquer, sur simple demande écrite en cas de problèmes ponctuels ou majeurs.
- L'examen des dispositions prises par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 du code civil ;
Cet examen doit être effectué par le contrôleur technique afin de s'assurer qu'ils effectuent de manière satisfaisante les vérifications techniques qui leur incombent.

12.5. CT4 - Etablissement du RFCT après la réception des travaux et établissement du RVRAT

Les vérifications finales portent sur :

- viabilité, fondations, structures,
- installations électriques,
- chauffage, ventilation, conditionnement d'air, SSI,
- dispositions constructives,
- autres.

Le rapport final de contrôle technique rendra compte des vérifications finales effectuées par le contrôleur technique et récapitulera, entre autres, les observations formulées par le contrôleur technique au cours de la phase travaux et qui, le cas échéant, n'auraient pas été suivies d'effet.

Le contrôleur technique participera :

- à la visite de la commission de sécurité après réception des travaux ;
- aux visites de levées de réserves ;

Celles-ci ont pour objet de vérifier que les ouvrages et les équipements visés par les réserves ont été mis en conformité. Elles seront effectuées sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage.

Le contrôleur technique intervient pendant la période de conception et durant l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. Pour remplir sa mission, le contrôleur technique est tenu d'accomplir un certain nombre d'actes type, relevant d'actes techniques et d'actes d'information.

12.6. CT7 – Période de garantie de parfait achèvement

Cet élément comprend l'intervention du contrôleur technique sur demande du maître d'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement, dans la limite d'une visite par trimestre après la levée des réserves.

Article 13 – Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Article 14 – Différends et litiges

Le tribunal administratif compétent est celui de Melun pour tous différends et litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

Article 15 – Assurances

Le titulaire doit être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles. Il remettra au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché l'attestation où devront figurer :

- les sommes assurées,
- les franchises,
- les taux des primes.

Article 16 – Utilisation des résultats

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs de l'acheteur et du titulaire en la matière est telle que définie à l'article 35 CCAG-PI.

Article 17 – Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

Article 18 – Arrêt de l'exécution des prestations

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à 1.3 du présent document.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

Article 19 – Résiliation

197.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

197.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 34.3 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 3%. Le pourcentage d'abattement est fixé à 5 %, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

19.3 - Résiliation pour perte de l'agrément de contrôleur technique

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du titulaire portant sur les domaines concernés par le présent marché celui-ci est résilié de plein droit et dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

197.42. Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 36 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence d'une décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

Article 2018 – Déclaration

Par la signature du présent document, après avoir pris connaissance des documents qui y sont mentionnés et après avoir établi la déclaration prévue à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :

Affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs et frais et risques ou aux torts exclusifs et frais et risques de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

Article 2119 – Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est tendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le Titulaire peut s'adresser à la cheffe du service des ressources humaines et des moyens généraux, Déléguée de la Protection des Données de l'OPPIC.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

Article 220 – Dérogations

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG PI, le présent CCP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.

Le titulaire

Est acceptée la présente offre

A **(lieu à préciser)** le, **(date à préciser)**

PARTIE RÉSERVÉE A L'ADMINISTRATION

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement et cahier des clauses particulières.

Le présent document comporte les annexes énumérées ci-après :

- Annexe 1 - Acte de sous-traitance (le cas échéant)
- Annexe 2 - Système informatique de gestion financière des marchés de travaux
- Annexe 3 - Calendrier prévisionnel des travaux
- Annexe 4 - Organigramme et composition de l'équipe proposées pour la réalisation des missions
- Annexe 5 - Programme de l'opération

A Paris, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE
--

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie du marché au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise contre récépissé. Dans ce dernier cas, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification une copie du présent marché.

A _____, le

Signature du titulaire

MISE AU POINT

A l'occasion de la mise au point du marché public, les modifications ci-dessous sont apportées aux stipulations contenues dans les pièces constitutives du marché public.

Nature du document concerné et numéro de l'article modifié ¹	Nature de la modification apportée ²

Signature de la mise au point.

Signature du candidat retenu :

Nom, prénom et qualité
du signataire (*)

A _____ , le

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

A _____ , le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

¹ Exemple : CCTP article 3.

² Exemple : « la deuxième phrase est remplacée par ».